



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'EMPLOI,  
DU TRAVAIL, DES SOLIDARITÉS ET  
DE LA PROTECTION DES POPULATIONS  
SANTÉ ET PROTECTION ANIMALES ET ENVIRONNEMENT

**Arrêté Préfectoral du 26 août 2026  
complétant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 20012090-0005 du 30 mars 2012  
portant autorisation d'exploiter à la SARL GEORGENFELD à ENSISHEIM.**

**Le préfet du Haut-Rhin**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'ordre National du mérite

- VU** le livre V du Code de l'environnement parties législatives et réglementaires,
- VU** la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement,
- VU** le décret n°2013-1301 du 27 décembre 2013 modifiant la nomenclature des installations classées en introduisant le régime de l'enregistrement dans la rubrique 2102 pour plus de 450 animaux-équivalents et fixant le régime de l'autorisation pour des installations dont les activités sont classées au titre de [la rubrique 3660](#),
- VU** le décret n° 2019-1096 du 28 octobre 2019 supprimant le régime d'autorisation pour la rubrique 2102 et en classant dans cette rubrique les activités d'élevage, vente, transit, de porcs à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3660,
- VU** le décret du 12 juin 2025, publié au JO du 13 juin 2025 et nommant Mr Emmanuel AUBRY, préfet du Haut-Rhin,
- VU** le décret du 12 juin 2024, publié au JO du 13 juin 2024 et nommant Mr Augustin CELLARD, secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, sous-préfet de Colmar-Ribeauvillé, installé dans ses fonctions le 1er juillet 2024,
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n°2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2012090-0005 du 30 mars 2012 portant autorisation d'exploiter un élevage de porcs sur le territoire de la commune ENSISHEIM par la SARL GEORGENFELD pour un effectif maximum de 4956 animaux équivalent,

- VU** le « porter à connaissance » transmis par la SARL GEORGENFELD le 6 novembre 2024, modifié le 20 juin 2025,
- VU** le « porter à connaissance » transmis par la SARL GEORGENFELD le 18 mars 2025,
- VU** l'avis du service d'incendie et secours du Haut-Rhin sur le dossier susmentionné en date du 26 septembre 2024 et transmis à l'inspection des installations classées le 18 juin 2025,
- VU** le récépissé de déclaration IOTA du forage de la SARL Georgenfeld sur la commune d'Ensisheim en date du 9 août 2024,
- VU** le courrier du 7 octobre 2024 de non opposition à la déclaration du 9 août 2024 ,
- VU** l'absence de remarques sur le projet d'arrêté complémentaire lors de la procédure contradictoire de 15 jours ,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu, suite à la modification des conditions d'exploitation et aux évolutions réglementaires, d'actualiser l'arrêté n° 2012090-0005 du 30 mars 2012 portant autorisation d'exploiter un élevage de porcs sur le territoire de la commune ENSISHEIM par la SARL GEORGENFELD,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de mettre à jour les rubriques ICPE et IOTA du site, ainsi que les effectifs d'animaux et plans de l'exploitation,

**CONSIDÉRANT** que la lutte contre le risque incendie nécessite d'être encadrée ;

**SUR PROPOSITION** de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin,

### **ARRÊTE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : le présent arrêté complète l'arrêté préfectoral n° 2012090-0005 du 30 mars 2012 portant autorisation d'exploiter à la SARL GEORGENFELD, au titre du livre V, titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement, un élevage de porcs situé sur le territoire de la commune le territoire de la commune ENSISHEIM.

**ARTICLE 2** : l'activité de l'exploitation agricole de la SARL GEORGENFELD relève de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Capacité/volume
Elevage intensif de plus de 2000 emplacements pour les porcs de production	3660-b	A	2992
Elevage de porcs de plus de 450 animaux-équivalents	2102-1	E	4981

A : autorisation / E : Enregistrement

L'activité de l'exploitation agricole de la SARL GEORGENFELD relève également de la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA).

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Capacité/volume
Sondage, forage	1.1.1.0	D	1

Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau	1.1.2.0	D	15 000m3
---	---------	---	----------

D : déclaration

**ARTICLE 3 :** les aménagements et les installations de la SARL GEORGENFELD doivent être conformes aux « porter à connaissances » transmis ainsi qu'aux plans annexés au présent arrêté.

Les installations et leurs annexes respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables :

- arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : *ensemble des prescriptions qui doivent être respectées pour l'exploitation d'une installation d'élevages de porcs ;*
- arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : *ensemble des prescriptions qui doivent être respectées pour l'exploitation d'un élevage intensif contenant plus de 2000 emplacements pour les porcs de production ;*
- arrêté ministériel du 11 mars 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L. 214-1 à L. 214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.1.1.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- arrêté ministériel du 11 mars 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

**ARTICLE 4 :** l'article 4.2.4-1 de l'arrêté préfectoral n° 2012090-0005 du 30 mars 2012 relatif à l'incendie est complété par les dispositions suivantes :

- la défense extérieure contre l'incendie est assurée sur le site par deux réserves incendie de 120 m3, dont une sous pression, associées chacune à une aire d'aspiration, totalisant un volume de 240m3 ;
- ces réserves sont situées à une distance inférieure ou égale à 150m de tout point de l'installation.

Elles sont implantées et entretenues conformément au guide technique annexé au règlement départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie.

**ARTICLE 5 :** une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Ensisheim pour y être consultée. Un extrait est affiché dans lesdites mairies pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Ensisheim. Le même extrait est affiché en permanence et

de façon visible dans l'installation par l'exploitant. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Haut-Rhin pendant une durée minimale de quatre mois.

**ARTICLE 6 :** la présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg.

Elle peut être déférée par voie postale ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) par :

- les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
  - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
  - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Pour les décisions mentionnées à l'[article R. 181-51](#), l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

**Article 7 :** le secrétaire général de la préfecture du Haut-Rhin, le maire de Ensisheim, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est notifiée à l'exploitant.

À Colmar, le 26 août 2026

le préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le directeur de cabinet, secrétaire général suppléant

**SIGNÉ**

Thomas DIMICHELE